

Questions orales

personne bénéficiaire meure. Ainsi, une fiducie créée aujourd'hui pour un jeune enfant ne sera pas imposée pendant 70 ou 80 ans. Nous trouvons cela tout à fait répréhensible. C'est là un autre cas où les libéraux ont créé une échappatoire et les conservateurs l'ont élargie. Feignant l'ignorance, les libéraux crient maintenant au scandale.

Contrairement aux deux vieux partis, le Nouveau Parti démocratique croit que les Canadiens méritent un régime fiscal équitable. Notre programme devrait permettre de percevoir les recettes nécessaires à des investissements gouvernementaux dans les services sans imposer à outrance les travailleurs canadiens. Il apportera les encouragements voulus pour stimuler l'économie.

Il est inadmissible de prévoir un régime spécial qui n'aide que les familles les plus riches du pays. Il est temps de mettre en oeuvre un régime fiscal équitable pour tous les Canadiens.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, en l'absence du ministre du Commerce extérieur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. On nous informe que, demain, le gouvernement a l'intention de présenter le projet de loi concernant l'accord de libre-échange nord-américain, alors que les négociations parallèles avec les États-Unis et le Mexique ne doivent commencer que le mois prochain.

Est-ce que le premier ministre suppléant pourrait dire à la Chambre pourquoi se presser autant, alors que le gouvernement américain n'a pas l'intention de procéder avec ce projet de loi tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas obtenu des accords parallèles concernant l'environnement et l'emploi?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, au Canada, de même qu'aux États-Unis, nous avons entamé le processus de la législation concernant les accords parallèles. Nous avons des opportunités de discuter des accords parallèles avec les Américains et les Mexicains. Ce processus devra commencer à la mi-mars, et je pense que les deux processus vont procéder en parallèle et vont se terminer peut-être seulement qu'à l'été.

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, pourquoi le gouvernement est-il si pressé de présenter un projet de loi qui devra de toute évidence

être amendé? Dans le discours qu'il a prononcé la semaine dernière devant le Congrès, le président Clinton a confirmé ce que M. Kantor avait déjà dit. Les Américains n'adopteront pas l'accord à moins d'avoir obtenu des accords parallèles sur le travail et l'environnement.

Pourquoi le gouvernement voudrait-il que la Chambre des communes entreprenne l'étude d'un pareil projet de loi et l'adopte dès maintenant alors que nous savons tous qu'il faudra y apporter des changements, car faute de changements, les Américains n'adopteront pas l'accord et nous aurons perdu tous nos atouts à la table de négociation.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, mon honorable collègue doit comprendre qu'il y a trois pays en cause et qu'ils ont tous signé l'accord de libre-échange nord-américain. Mon honorable collègue parle de ce qui figurera dans les accords parallèles.

Les trois pays légiféreront pour donner force de loi à l'accord de libre-échange lui-même, tel qu'il a été signé en décembre dernier. Il peut exister des divergences quant à ce que les différents pays souhaiteraient voir dans les accords parallèles. Ce processus, je le répète, débutera à la mi-mars et se déroulera parallèlement aux délibérations devant aboutir à l'adoption d'une mesure donnant force de loi à l'accord lui-même

• (1420)

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je veux poser une question supplémentaire au ministre.

Celui-ci reconnaît que des négociations seront amorcées le mois prochain. La semaine dernière, le ministre a lui-même laissé entendre qu'une commission environnementale nord-américaine devrait être créée afin de s'occuper des problèmes liés à l'environnement. Le ministre a aussi constaté que la position des États-Unis avait changé par suite du changement de gouvernement dans ce pays.

Il y a maintenant de fortes chances qu'avant que les Américains n'approuvent ce projet de loi, nous aurons au Canada un nouveau gouvernement qui voudra modifier les politiques en cause.

Ne serait-il pas juste que, dans la cinquième année de son mandat, le gouvernement mette la pédale douce et attende de voir ce que l'électorat décidera? Si vous êtes réélus, vous irez jusqu'au bout, mais nous savons que vous ne serez pas reportés au pouvoir et que des changements importants seront apportés à cette entente.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, mon collègue salive d'anticipation, mais il ne va pas gagner les prochaines